

Enseignants et lycéens manifestent contre la réforme du bac

À l'appel des syndicats, ils se rassembleront demain matin devant l'inspection académique du Var, à Toulon, pour marquer leur opposition au projet Mathiot, jugé « inégalitaire »

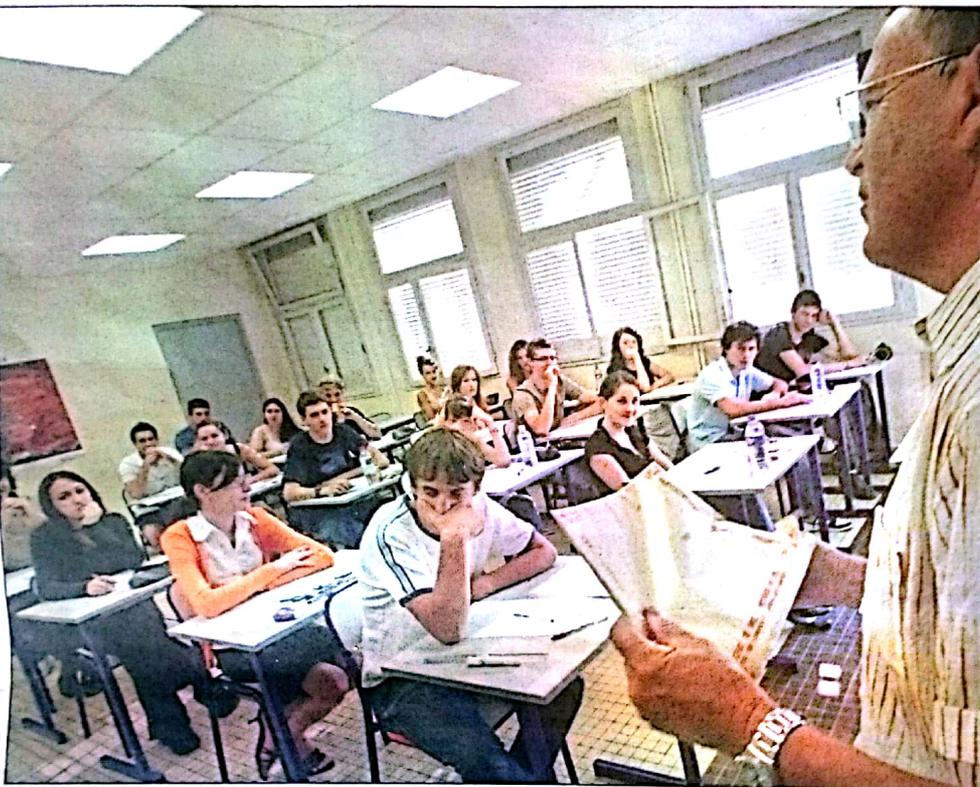
Enseignants mais aussi lycéens devraient répondre à l'appel des organisations syndicales (1) demain, mardi 6 février. Un rassemblement est prévu à 10 heures devant l'inspection académique du Var, rue Montebello à Toulon, où une délégation doit être reçue par le directeur académique des services de l'Éducation nationale.

Au cœur de leur action: la réforme du baccalauréat et, plus généralement, celle également annoncée du lycée général et technologique « même si sur ce point précis, le ministre a dit son intention de lancer des consultations », rapporte Olivier Gérard, membre de la direction nationale de la CGT Educ'action, et secrétaire académique.

Le projet Mathiot (2), c'est pour l'intersyndicale des enseignants du second degré et de l'enseignement supérieur et des lycéens, « le lycée des inégalités de chances et de la reproduction sociale, la dévalorisation du bac, la mise en concurrence des lycées et des lycéens. »

Le contrôle continu en cause

La réforme du bac telle qu'envisagée prévoit, entre autres points, de supprimer l'oral de rattrapage pour introduire le contrôle continu, la fin de filières (S, ES et L) remplacées par des choix de matières dites



Enseignants et lycéens se rassembleront demain à 10 heures devant l'inspection académique du Var, à Toulon. (Photo doc Var-matin)

« majeures », la réduction du nombre d'épreuves et la mise en place d'un « grand oral ». Pour Olivier Gérard, « le contrôle continu détruit, d'une certaine manière, le caractère national du diplôme », la décision du ministre de l'Éducation de donner plus de liberté aux lycéens dans leur choix de

matières et d'orientation « ne sera pas synonyme d'égalité des chances ». Pour le syndicaliste, cette réforme du lycée sonne surtout comme une présélection, dès la seconde, des entrées dans l'enseignement supérieur: « Il faudrait que les élèves soient en capacité de choisir, dès le

deuxième trimestre de la seconde, leur orientation post-bac... », explique Olivier Gérard.

« L'université de l'élitisme »

Les organisations syndicales s'élèvent d'ailleurs contre ce qu'elles appellent « l'université de l'élitisme »,

à savoir la loi sur l'orientation des étudiants. Elles réclament son retrait et, dans le même temps, souhaitent « l'ouverture de places supplémentaires en premier cycle post-bac permettant de s'inscrire dans la filière, le maintien du bac comme diplôme national et premier grade universitaire ».

Enfin, c'est au sujet de la dotation globale horaire que les syndicats entendent lever le ton: une dotation qualifiée de « dramatique » quand « avec 410 élèves de plus prévus, c'est plus de 30% heures en moins ». « En terme de postes, c'est une dizaine d'enseignants en moins au niveau académique, détaille Olivier Gérard, mais cela concerne aussi le volume d'heures supplémentaires accordé aux enseignants. De fait, ce sont moins d'heures avec les élèves. »

Demain matin à 10 heures

Aussi les organisations syndicales demandent-elles au ministère de revoir sa copie en réclamant « moins d'élèves par classe, les heures et les postes nécessaires pour que les établissements puissent assurer pleinement les enseignements et les projets locaux, des moyens humains pour la réussite scolaire des élèves ».

Pour toutes ces revendications, « parce que tout est lié » ajoutent les syndicats, rendez-vous est donc pris demain matin, à 10 heures, devant l'inspection d'académie.

K. M.
kmicheel@nicemat.fr

1. CGT Education, CGT FERIC, FNIEC FFPD, Unsa, SGI, UNE, Sud éducation solidaires.
2. Pierre Mathiot, ancien directeur de Science Po Lille, était chargé par le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer de produire le rapport dont s'inspire la réforme du bac.